

**Mis en ligne sur [www.actu-environnement.com](http://www.actu-environnement.com) le 07/05/2010 :**

**Cité par Corinne Lepage dans une précédente Tribune diffusée sur "Actu-Environnement", Francis Sorin, Directeur du Pôle Information de la Société Française d'Energie Nucléaire, détaille ses arguments qui précisent les attraits de l'électronucléaire, notamment français. Droit de réponse.**

## **Nucléaire et économie : quels éléments pour un bon diagnostic ?**

**Par Francis Sorin, Directeur du Pôle Information de la Société Française d'Energie Nucléaire (\*)**

(\*) Vient de publier « *Le nucléaire et la planète, dix clés pour comprendre* » (Editions Grancher).

Deux événements d'actualité sont venus confirmer, ces dernières semaines, la compétitivité du nucléaire par rapport aux autres sources électrogènes :

-- L'enquête récemment publiée de l'Agence Internationale de l'Energie sur les coûts de la production d'électricité à l'horizon 2015 indique que sur le plan mondial le nucléaire continue d'apparaître comme l'option la moins chère dans presque tous les cas de figure considérés.

--En France, le projet de loi NOME sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité consacre la compétitivité du nucléaire puisqu'il fait obligation à EDF de vendre une partie de ses kilowattheures à ses groupes rivaux de sorte que ces derniers puissent concurrencer valablement l'entreprise nationale sur le marché libre ! Faute d'une telle cession – dont les prix restent à fixer – aucun fournisseur ne pourrait rivaliser avec les prix « imbattables » du courant nucléaire et toute concurrence serait tuée dans l'œuf, au grand dam de la Commission européenne...

Cette reconnaissance réaffirmée de la compétitivité du nucléaire n'est pas pour surprendre. Elle est constatée de longue date par l'immense majorité des économistes et reflète des situations reposant sur des éléments parfaitement vérifiables. Il reste que certaines personnalités du mouvement écologiste/anti-nucléaire, que ce constat dérange, s'emploient régulièrement à le remettre en cause. C'est notamment le cas de Mme Corinne Lepage qui, au fil de récentes tribunes (1), n'hésite pas à présenter le nucléaire comme une « plaie » ou un « risque majeur pour l'économie française »... en épinglant au passage ceux qui, comme l'auteur de ces lignes, se croient fondés à écrire le contraire ...

La « démonstration » de Mme Lepage pêche tout à la fois, à notre sens, par ce qu'elle prétend révéler et par ce qu'elle passe sous silence.

Si l'on s'en tient à la France, comme il est difficile de nier que les coûts de production de l'électricité nucléaire s'y affichent à des niveaux particulièrement compétitifs, on voudrait faire croire que ces coûts sont volontairement sous-évalués et ne reflètent pas la réalité du processus dans sa globalité. Cette thèse bien connue, antienne du mouvement anti-nucléaire français, n'est pas corroborée par l'examen des faits : le coût du kilowattheure nucléaire prend tout en compte et notamment, à l'amont, une grande partie des dépenses de la R et D conduite dans le secteur nucléaire (comptée pour environ 10 % du coût de revient du kWh) et, à l'aval, les provisions et frais liés au traitement/recyclage des combustibles, au stockage des déchets et au démantèlement futur des installations (représentant de l'ordre de 20 % du coût du kWh). Contrairement à ce que l'on prétend nous « révéler » il n'y a pas, sur ces différents postes de « lézard » caché, d'« ardoise » laissée à nos descendants, de subvention déguisée puisée en catimini dans la poche du contribuable et qui assureraient artificiellement la bonne santé économique de notre industrie nucléaire. Celle-ci, au contraire, s'auto-finance depuis trente ans et rapporte à la collectivité publique, et donc au contribuable, bien plus qu'elle ne leur coûte. Notons en effet que la somme des dotations allouées chaque année par l'Etat à la recherche nucléaire civile et aux activités de contrôle et d'inspection (CEA, ASN, IRSN) est nettement inférieure aux recettes annuelles que l'Etat et les collectivités locales reçoivent de la part de l'industrie nucléaire sous forme d'impôts sur les bénéfices et de taxes locales sur les équipements (de 1,5 à 3 milliards d'euros chaque

année). Cette compétitivité économique de l'énergie nucléaire –qui assume donc l'intégralité de ses coûts - permet d'offrir aux consommateurs français – ménages et entreprises – une électricité bon marché, aux prix inférieurs de 30 % à la moyenne des tarifs européens.

Mais au-delà de ces données, le dossier sur les aspects économiques du nucléaire en France se caractérise avant tout par un élément déterminant qui concerne la situation de nos équilibres extérieurs : en l'absence de nucléaire, notre pays (qui ne possède pratiquement aucune matière première énergétique dans son sous-sol) serait contraint d'acheter à l'étranger un combustible de substitution, en l'occurrence du gaz (alternative la plus vraisemblable) pour produire 80 % de son électricité. Il lui en coûterait, dans les conditions actuelles du marché international, entre 25 et 30 milliards d'euros chaque année ! (contre 600 à 700 millions d'euros pour l'uranium importé alimentant aujourd'hui l'ensemble de notre parc nucléaire). Et l'on peut imaginer le montant encore plus astronomique de la facture dans le cas – fort probable – d'un renchérissement du gaz dans la prochaine période ! C'est donc à une véritable ponction de sa richesse nationale que la France échappe grâce au nucléaire. Tel est l'élément essentiel à considérer, bien avant tous les autres, lorsque l'on veut évaluer les conséquences du nucléaire sur l'économie du pays. Que Mme Lepage passe cet élément sous silence met sérieusement à mal la crédibilité de sa démonstration !

Outre cette énorme ponction évitée il convient de prendre en compte, pour compléter l'analyse sur cet aspect de la question, le produit de nos exportations nucléaires en équipements et services. Celles-ci correspondent à un chiffre d'affaires annuel moyen de l'ordre de 6 milliards d'euros. Ces exportations, qui soutiennent à l'intérieur de nos frontières des milliers d'emplois, et qui sont très probablement appelées à s'accroître dans le futur avec le redéploiement du nucléaire mondial, constituent un des postes bénéficiaires les plus importants de nos échanges extérieurs. Ainsi, grâce aux économies qu'il permet et aux recettes qu'il procure, le nucléaire s'est affirmé comme un élément déterminant de notre balance commerciale dont il raffermi largement, à chaque solde annuel, la très fragile situation. On nous permettra d'estimer que garder sur ces faits un silence assourdissant et présenter le nucléaire comme un « *risque majeur pour l'économie française* » relève davantage d'une démarche militante que d'une analyse dépassionnée de la question. Tous les indicateurs montrent que loin de plomber l'économie française, le nucléaire la tire vers le haut aussi bien en termes de flux financiers que de dynamisme industriel et de création d'emplois.

**Francis Sorin**  
www.sfen.org

---

(1) Voir *La Tribune* du 20/01/2010 et du 04/02/2010 et *Actu-Environnement*. Voir également le livre récemment paru de F. Sorin « *Le nucléaire et la planète, dix clés pour comprendre* » (Ed. Grancher).